



TRIBUNE

OUVRIERE

Journal publié par un groupe d'ouvriers
de la Régie Renault

Mai 1961

Numéro 75

UNE OCCASION MANQUEE

Le 28 Mai 1958, c'est au cri du fascisme ne passera pas que les organisations politiques et syndicales nous ont fait défiler de la Nation à la République : à cette époque le fascisme c'était de Gaulle.

Le 24 Avril 1961 c'est encore au cri du fascisme ne passera pas que les mêmes organisations nous ont fait faire grève. Cette fois le fascisme c'était les généraux et le défenseur de la République, de Gaulle en personne.

Que cessât le 28 Mai ou le 24 Avril le fascisme n'est pas passé pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé en France que dans les slogans politiques et dans la tête de quelques individus complètement isolés. Il n'y a pas d'organisations fascistes en France. 500 membres de Jeune Nation? 500 individus aussi armés et aussi protégés soient-ils ne constituent pas un danger fasciste à l'échelle d'une nation. Le seul fait que ces 500 individus ne se sont pas montrés lors de ces événements montre toute l'importance que l'on peut attribuer à ce mouvement.

Au lieu d'une organisation fasciste il y a eu 4 généraux qui ont pris le pouvoir à Alger pendant 4 jours. L'auraient-ils pris pendant 4 mois ils n'auraient jamais pu faire fonctionner ce pouvoir et d'autre part ils auraient été contraints de faire la politique du grand capital c'est-à-dire celle de de Gaulle. Il manquait à ces généraux non seulement l'ombre d'une idée mais aussi, et c'est le plus important, un appui réel dans une partie de la population métropolitaine pour transformer ce putsch en mouvement fasciste. Les généraux n'auraient-ils pris l'Elysée qu'ils n'auraient absolument pas pu garder le pouvoir dans la mesure où ils ne possédaient rien, à part leurs mitraillettes, - et un gouvernement capitaliste moderne ne se gouverne pas avec 10.000 para mais avec des institutions ayant une apparence démocratique, des usines pour exploiter les travailleurs, des C.R.S. pour les surveiller, des écoles, des églises, etc. Il était évident que les 10.000 para ne pouvaient se transformer en fonctionnaires de cet Etat et laisser la mitraillette pour se déguiser en politicien, en haut fonctionnaire ou même assumer les fonctions du clergé. Les mouvements fascistes ont toujours eu dans leur organisation un personnel suffisamment nombreux pour assumer toutes les fonctions de l'Etat capitaliste. Dans ces événements, à part un faible personnel militaire, il n'y avait ni personnel administratif ni personnel politique ni idée fasciste pour prendre la relève de de Gaulle.

Même sur le plan militaire il n'y avait plus qu'une seule issue, celle de négocier avec le G.P.R.A. Il s'avérait donc que la seule politique possible pour le capitalisme français était bien la politique de de Gaulle et que les généraux, même s'ils avaient pris le pouvoir quelques semaines de plus, auraient appliqué cette politique parce qu'elle est la seule que peut faire le grand capital.

Si les généraux et les forces rétrogrades de quelques officiers imbéciles se sont manifestés dans ces événements, si le gaullisme lui aussi s'est affirmé, il n'en est pas de même pour les travailleurs qui ne se sont pas affirmés comme force indépendante. .../...

De toute façon les travailleurs devaient essayer de profiter de cette agitation pour tenter dans la pagaille et la confusion de poser leurs propres objectifs et ce n'est pas en se proclamant les défenseurs de la république gaulliste qu'ils pouvaient le faire. C'est en se procurant des armes, - et non en les demandant ; c'est en prenant possession des usines, - et non en s'entendant avec les patrons pour les leur protéger ; c'est en prenant les casernes, en destituant les officiers, que les travailleurs et les soldats auraient pu exiger l'arrêt immédiat des hostilités et l'indépendance de l'Algérie car c'était-là le seul et véritable problème. Il fallait donc profiter de cette confusion et de l'ineptie légendaire des généraux pour appuyer dans cette voie.

Pour ça il fallait être dans le coup même si l'on pensait, à juste titre, que le fascisme était un fantôme et même si l'on pensait que le véritable danger (lui réel et non illusoire) était de Gaulle. Il fallait que les travailleurs fassent entendre leur voix. Ils l'ont fait entendre faiblement dans les défilés et puis tout s'est arrêté.

Maintenant il n'y a plus de danger de coup de force militaire, il n'y a pas de danger fasciste. L'Etat français est fort et va de plus en plus se renforcer. Les affaires des actionnaires vont prospérer. De Gaulle va être le maître absolu et les travailleurs vont continuer à être à la merci de cet Etat et à la merci des caprices d'un septuagénaire.

Les généraux ont été vaincus car c'était impossible qu'il en fut autrement. Mais les travailleurs dans l'histoire ? Ils vont se retrouver devant un patronat plus fort que jamais et d'autant plus exigeant. Si nous avons saisi l'occasion c'est nous qui pourrions sortir plus forts de ces événements. Nous avons encore loupé cette chance et ce sont les autres qui se sont renforcés. Il n'y a plus aucun danger autre que celui que fait régner le pouvoir gaulliste. Les moindres revendications nous devons les arracher contre cette république d'aucuns nous appelaient à défendre. Et s'il se présentait encore des occasions il ~~faudra ne pas les laisser s'échapper.~~

On a pu lire dans le Journal "Le Monde" 25 Avril 1961 :

"Branle-bas de combat la nuit dernière chez Renault. A 2 heures du matin, le président-directeur général de la firme nationale, M. Dreyfus, demandait un entretien immédiat à la C.G.T. (syndicat majoritaire dans l'usine) pour faire face à la menace d'occupation des ateliers par les parachutistes qui planait, sur l'entreprise et devait se concrétiser à l'aube.

"Aussitôt convoqués, les dirigeants cégétistes de l'usine se rendaient chez M. Dreyfus, qui leur exposait ses propositions : occupation de l'usine par les travailleurs; préparation d'un dispositif de défense appuyé sur la constitution de milices ouvrières et utilisation le cas échéant, des véhicules de l'entreprise pour faire face à toute éventualité. En ce qui concerne les armes à donner aux milices, le directeur général se faisait fort d'en obtenir du gouvernement, si la situation l'exigeait."

(Le lendemain la direction de l'usine passait un démenti quant à l'idée prêtée à M. Dreyfus de la constitution de milice ouvrière mais on confirmait sa démarche pour l'organisation de la défense de l'usine par l'occupation des ouvriers.)

LA GRANDE ILLUSION

Lorsque nous sommes arrivés au travail ce lundi 24 Avril nous avons été étonnés de trouver un tract de la C.F.T.C. et de la C.C.T. qui disait : "Les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. Renault appellent les travailleurs à faire dès ce matin 24 Avril, la grève sur le tas, à occuper l'usine, à s'opposer, par tous les moyens, à l'invasion fasciste. Les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. Renault demandent au gouvernement d'armer immédiatement la classe ouvrière qui, seule, peut s'opposer valablement à la dictature militaire".

Pour de nombreuses raisons nous étions étonnés de ce langage : premièrement c'est que nous ne nous souvenions déjà plus que la grève sur le tas pouvait exister. Cela faisait si longtemps que les syndicats n'avaient parlé d'une telle grève et trouver ainsi d'un seul coup leur unité ! Car là il ne s'agissait pas d'une petite grève d'avertissement (que l'on met 3 mois à préparer laborieusement) pour revendiquer des améliorations de salaires et de travail, - non -, les syndicats "qui ne font pas de politique" peuvent (en 24 heures) appeler à la grève générale pour sauver "du danger la patrie menacée" mais ne peuvent, en 10 ans, préparer une grève générale pour les 40 heures, la retraite à 60 ans et les 4 semaines de congés payés.

Mais ce qui nous a étonné encore davantage c'est de voir que l'ordre de grève sur le tas déclaré chez Renault était pratiquement unique dans toute la Région Parisienne. Pour tout le monde ils avaient prévu un "arrêt national du travail" à 17 heures. Et avec la bénédiction de Debré ils ont tous donné leur accord les Thorez, Mollet et C°.

Donc ce matin-là dans les ateliers de chez Renault des assemblées se tiennent et les responsables syndicaux transmettent la consigne : arrêt du travail. Meeting à 10 heures dans l'Ile. Nous n'y comprenions plus rien. Il est vrai que nous n'étions pas encore au courant de la grande trouille de ces messieurs du gouvernement, du patronat et des pleurs du sieur Debré qui avait invité, la nuit même, toute la population à se lever et aller à pied rencontrer le para et lui faire la causette. Nous n'étions pas dans le coup. La plupart d'entre nous avons simplement dormi ; quand il faut se lever tôt le lendemain on ne peut pas s'offrir le luxe d'écouter les conneries de la radio pendant une partie de la nuit.

Nous commençons à nous demander si tout cela était sérieux. Enfin le danger existait-il ou pas ? S'il n'y avait pas danger tout cela était du cinéma ? Ou il y avait danger et il fallait prendre des mesures pratiques et sérieuses, entre autres former des milices, barricader l'usine et se préparer à construire des barricades dans les rues pour s'opposer aux para (les travailleurs Espagnols avaient, en quelques heures, organisé la riposte le 18 Juillet 1936). A l'usine rien n'était fait. Il semblait qu'entre l'édition du tract et sa distribution il y a eu contre ordre et que les secrétaires syndicaux et les délégués étaient trop endormis pour en interpréter le contenu.

A la fin du compte avec un peu de retard nous avons compris la petite histoire. Ces fameuses directives ne venaient pas des syndicats mais du patron, M. Dreyfus ! Cette initiative se passe de commentaire. Quant aux propagateurs des directives de M. Dreyfus en l'occurrence les syndicats, ça leur a permis de paraître "révolutionnaires" et "héroïques" à peu de frais. Nous ne pouvions quand même pas demander à Dreyfus, qui avait veillé une partie de la nuit avec les dirigeants de la C.G.T., de descendre dans les ateliers pour nous expliquer comment on organise une grève sur le tas... mais il faut dire que Dreyfus a fait le maximum, par exemple, dans de nombreux ateliers et en particulier au département I4, c'est la maîtrise qui a fait pression sur les ouvriers pour les faire participer à l'arrêt de travail.

Ce fut encore la maîtrise qui par la suite décompta les heures de grève aux ouvriers qu'elle obligea à s'arrêter. La grève décidée par le patron coûte cher aux ouvriers !

LA REPRISE

Depuis le lundi 17 Avril la situation du travail est redevenue "normale" dans l'usine. La "grande peur" du chômage aura duré 3 mois.

Nous avons toujours affirmé que tout cela était du baratin. Reprenons les faits. L'année 1960 a vu certaines difficultés de vente des dauphines aux Etats-Unis, et une concurrence accrue en Europe. La direction de l'usine décide donc de faire une opération qui lui permettra de se présenter d'une manière plus favorable sur le marché et de faire payer cette opération aux travailleurs. Dès le printemps 60 la psychose de la mévente et du chômage commencera à s'introduire dans l'esprit des ouvriers. Des bruits se propagent colportés avec zèle et maints détails par tous les lâches et les lèche-bottes de l'usine. A la fin du compte l'amélioration de l'automatisation allait permettre les 1.000 licenciements des contrats provisoires et les 3.000 licenciements d'Octobre dernier. Dans ce même temps se développait la politique de décentralisation. 1960 "mauvaise année" voyait seulement la production augmenter de 8 % et battre tous les records de production de la Régie et de toutes les boîtes françaises de l'automobile.

La direction cet hiver voulait atteindre de nombreux buts, en particulier la liberté de dire aux ouvriers : "aujourd'hui vous travaillez, demain vous chômez, vous ferez 32 heures cette semaine et 58 heures la semaine prochaine, c'est la nécessité de la situation...". Un autre but de la direction c'était de pouvoir interpellier n'importe lequel d'entre nous : "Eh toi, aujourd'hui tu travailles à ce poste, demain à celui-là. Si tu n'est pas content, ouste". Et en même temps de pouvoir payer chaque ouvrier à un taux différent et lui changer son taux de paye plusieurs fois par jour.

La direction a gagné sur tous les tableaux :

- Elle a décentralisé ;
- elle a automatisé ;
- elle a battu les records de production ;
- elle a diminué ses effectifs de 10 % ;
- elle a bloqué les salaires ; et surtout
- elle a affirmé plus que jamais : "Vous n'avez aucun droit, c'est moi qui commande et je fais de vous ce que je veux. Il n'y a pas de conventions, il n'y a pas d'accords qui tiennent, ma loi c'est LA LOI DU PLUS FORT".

Nous avons subi cela parce que nous n'avons pas su résister aux mensonges de la direction, parce que nous n'avons pu, en Octobre dernier, faire de la lutte contre les licenciements une lutte capable d'imposer nos conditions à la direction. Et aujourd'hui c'est elle qui impose son bon vouloir. Mutations, déclassements, heures supplémentaires, arbitraire pour les vacances.

D'autre part les organisations syndicales avaient prévu une journée d'action pour le 27 Avril. Les événements d'Algérie ont fait reporter cette journée d'action au 4 Mai. Nous avons débrayé deux heures et manifesté à la Place Sembat. Beaucoup de nos compagnons de travail qui avaient débrayé le 24 Avril parce que la grève était officielle n'ont pas débrayé ce jour-là, mais beaucoup aussi disaient "je débrayerai quand les syndicats seront capables de dire - aujourd'hui 10 millions de travailleurs débrayent pour les revendications - mais les grèves d'avertissement limitées à 2 heures et à une seule corporation, je ne les fais plus". L'argument est valable. Mais n'est-ce pas pour certains l'excuse de ne jamais débrayer, de ne jamais rien faire. ? Pour imposer aux syndicats une action généralisée il faut faire plus que de s'abstenir de débrayer une fois par an. Il faut, comme des camarades le pensent, lutter à l'intérieur des syndicats pour imposer cette action généralisée ou bien à l'extérieur des syndicats, dans les groupes minoritaires, pour défendre cette même idée. De toute façon rien ne sera changé tant que nous n'agissons pas et malheureusement, il faut le dire, la grande majorité de nos compagnons de travail ne sont pas prêts, actuellement, à faire la moindre des choses, le moindre effort, voilà où nous en sommes !

LA DEMAGOGIE DU GENERAL

Au cours de sa conférence de presse du 11 Avril 1961, le général de Gaulle a affirmé que dans le cas où les Algériens se prononceraient pour une rupture avec la France il renverrait chez eux ceux qui sont en métropole. Cette phrase a réjoui pas mal de Français moyens et même des travailleurs qui, à longueur de journée, vous disent que tout irait bien en France si les étrangers étaient renvoyés chez eux.

En effet les gouvernants sont arrivés à intoxiquer à un tel point les travailleurs qu'ils les persuadent que la France est comme leur propre maison et que le sol national, les usines, les banques, les édifices publics leur appartiennent. Puis ensuite on en arrive à l'idée que tout ce qui trouble l'ordre de cette nation ne peut venir que des étrangers qui y vivent. Tous les régimes se sont servis de ces images d'Epinal. Tantôt c'est "la faute des Juifs", tantôt "la faute des Espagnols ou des Italiens" qui travaillent en France. A présent c'est un lieu commun de s'en prendre aux Algériens.

De Gaulle a donc présenté la France comme une grande maison généreuse qui ouvre ses portes aux populations étrangères et déshéritées avec l'unique souci de leur procurer du travail. Pourtant la réalité est tout autre. Depuis des années la France a importé sur son sol pas mal de main d'oeuvre étrangère. Avant guerre ce furent les Polonais, puis les Espagnols, les Italiens et dernièrement les Algériens. Les uns sont venus comme émigrés politiques, parce qu'ils étaient persécutés dans leur pays, les autres parce qu'ils crevaient de faim dans leur campagne, d'autres enfin sont venus en France avec des contrats que les employeurs français leur ont fait signer. Il y a eu et il y a toujours un trafic légal et illégal de la main d'oeuvre qui s'exerce sous la pression des patrons français qui préfèrent souvent une main d'oeuvre étrangère domptée par la menace continue de la privation de son travail qu'une main d'oeuvre française, plutôt moins attachée à l'entreprise et plus susceptible de revendiquer.

En définitive ce sont les patrons qui profitent de cette migrations de main-d'oeuvre pour imposer des conditions de travail plus dures et des salaires plus bas. Ainsi tous les travaux désertés par les Français ont été peu à peu "offerts" à une main d'oeuvre venant de pays sous-développés, sous-alimentés et misérables.

En Algérie, la misère qu'on y a entretenue pendant plus d'un siècle sert aussi, de façon détournée, aux patrons de la Métropole. Ils en profitent pour exploiter davantage encore la main d'oeuvre algérienne. C'est grâce à ces travailleurs, habitués à la misère, menacés soit d'expulsion soit de prison, parqués dans des quartiers (comme dans les pays de ségrégation raciale), que les industries chimiques, le bâtiment, les mines continuent en France d'être des entreprises prospères et à se gorger de bénéfices.

Si c'est état de fait était inexistant le plus lésé d'entre tous serait le capitalisme français. Il serait obligé de moderniser ses entreprises, d'augmenter les salaires ou de diminuer le temps de travail pour attirer les travailleurs français. Quand de Gaulle dit qu'il renverrait en Algérie les quelques 400.000 travailleurs, évidemment il n'en pense pas un mot. Il sait très bien que les négriers français seraient les premiers mécontents. Un trou de 400.000 travailleurs serait un handicap sérieux non seulement pour la marche normale des industries, dont certaines se trouveraient totalement paralysées mais aussi pour l'équilibre des salaires. La présence de ces travailleurs en Métropole favorise considérablement les capitalistes français par le fait qu'il s'agit d'une population travailleuse ayant un statut spécial n'ayant droit ni de s'associer - les syndicats algériens sont interdits - ni de se rassembler ou de se réunir sans s'exposer à toutes les brimades de la police.

Les patrons ont ainsi deux catégories de travailleurs sous leur domination. L'une vit un régime totalitaire, tel qu'il a pu exister pour certaines populations sous le nazisme,

..../...

et l'autre vit avec l'idée que s'il est plus favorisé c'est grâce à ses valeurs et à son intelligence. Belle fable ! En réalité voilà pour les patrons un prolétariat qui peut dresser, suivant ses nécessités, l'un contre l'autre pour mieux l'asservir.

Quand de Gaulle dit qu'il renverra les Algériens chez eux : il n'en croit pas un mot. S'il le dit c'est pour soulager des Français et ravigoter leur chauvinisme imbécile qui n'en est pas à une duperie près et serait bien prêt de croire que la cause de la guerre ce n'est ni de Gaulle, ni les capitalistes mais l'Algérien à qui on botte les fesses à longueur de journée. Si ce chauvinisme trouve aussi un écho parmi les travailleurs français c'est que depuis longtemps on leur fait croire qu'ils ont une patrie à défendre : celle de leurs capitalistes.

"Papa des sous ! dit papa..."

Est-ce par souci d'efficacité que nous criions maintenant dans les rues de Boulogne et d'ailleurs "des sous Charlot, des sous..." ou est-ce en pleine conscience du rôle infantile que nous jouons en quémandant des sous comme des moutards attardés ?

Les sous chacun sait où ils se trouvent. Ce n'est pas à "papa" Charlot ni à quiconque d'en faire la distribution. Quand cesserons-nous de faire les clowns et de nous tourner en dérision pour la plus grande jouissance de "ceux qui nous défendent", les partis et les syndicats, et celui qui se prend pour le nombril de la nation ? Une crise de dignité profonde ne fait pas plus de mal qu'une crise d'infantilisme aiguë.

LISTE DE SOUSCRIPTION NUMERO 7

Claude :	1.000 francs
Maurice	500
A.O.C.	500
RINO	600
JO	500
CX	300
	<u>3.400 francs</u>
Total précédent :	<u>30.850 "</u>
	34.250 francs
TOTAL GENERAL :	34.250 francs

MERCI ENCORE A TOUS LES CAMARADES QUI ONT SOUSCRIT.

Camarade qui lis T.O., fais lire ce journal partout où tu penses qu'il rencontrera un écho. T.O. c'est ton journal, dis-nous ce que tu en penses, écris-nous, fais tes critiques et tes suggestions.